

L'un des aspects remarquables de ce budget c'est que le ministre qui l'a probablement écrit ou tout au moins qui l'a lu s'est moins occupé de ce document qu'au moins trois autres députés. L'un de ceux-là est, bien entendu, mon collègue, l'hon. député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) qui fait maintenant partie du comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques et dont le budget de décembre dernier comprenait déjà la plupart des mesures qui ont été ensuite adoptées par ce gouvernement-ci. Par exemple, je cite l'obligation pour l'expansion des petites entreprises dont le ministre des Finances (M. MacEachen) ne s'est guère préoccupé pendant tout un an, la déductibilité fiscale pour les conjoints qui travaillent, innovation de notre budget, qui a été méprisée et rejetée pendant pratiquement des dizaines d'années par le gouvernement libéral, et les incitations fiscales pour encourager de nouveaux investissements dans le secteur manufacturier des régions les moins développées.

La deuxième influence déterminante a été le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui vient tout juste de quitter la Chambre, parce que ce budget n'élabore pas de stratégie économique. Il crée une polémique énergétique qui divise les Canadiens et accentue notre dépendance vis-à-vis de l'OPEP.

L'autre député auquel le budget actuel doit encore plus qu'au ministre des Finances est le représentant de Broadview-Greenwood (M. Rae), cet enfant gâté du socialisme qui après s'être gavé toute sa vie de privilèges, a la prétention de nous faire la leçon en matière d'égalité et de pauvreté. Je pense qu'il est intéressant de comparer les deux amendements au budget que ce député a présentés parce qu'ils disent bien de quel côté de la barrière il se trouve et de quel maître le Nouveau parti démocratique est maintenant devenu le valet. Son amendement au budget de décembre avait pour but d'obtenir l'appui des libéraux pour défaire notre budget. Quant à celui qu'il a proposé au budget actuel, il avait pour but d'empêcher les conservateurs de se gagner des appuis et par conséquent, de protéger les libéraux. Le NPD et sa troïka ontarienne désirent protéger les libéraux en matière de politique constitutionnelle. La position du NPD à l'heure actuelle est la même que celle qu'il a prônée en campagne électorale et au cours du débat: tenir mordicus à ses principes mais, en cas de coup dur, s'allier aux libéraux.

Pour faire croire à leur indépendance, les néo-démocrates associent dans leur sous-amendement le nom de notre parti à celui du parti libéral, mais le NPD a partie liée avec les libéraux à chaque vote important, qu'il s'agisse du budget de l'année dernière ou de la mesure constitutionnelle cette année.

Certains d'entre nous se souviennent de l'époque où le NPD n'avait qu'une parole et ne reniait pas ses partisans. Aujourd'hui, la direction du NPD dit à tous les Canadiens de l'Ouest qui ont voté néo-démocrate en février dernier qu'ils ont voté en faveur de l'infériorité constitutionnelle des provinces de l'Ouest et d'un chèque en blanc à Pierre Trudeau. Je crois que les partisans invétérés du NPD feraient bien de se demander ce que ce parti représente de nos jours, si ce n'est le parti libéral et la London School of Economics.

Le budget—M. Clark

A propos de réputations et d'époques révolues, il faut trouver un mot du ministre des Finances, l'homme qui a signé le budget du ministre de l'Énergie. Il fut un temps, paraît-il, où ce ministre était connu pour sa compassion et ses convictions. Aujourd'hui il n'est célèbre que pour sa perfidie. Il en a à revendre, alors que le Canada aurait plutôt besoin d'un ministre des Finances qui ait le courage et l'honnêteté d'affronter les problèmes économiques du Canada, au lieu d'être assez habile pour les éviter.

On peut ne pas être d'accord sur les détails des difficultés économiques mais tout le monde ici est d'accord sur leur gravité—je pense. Nous savons—et les gens qui nous ont délégués ici savent eux-aussi—que nous ne pouvons pas nous contenter de vouloir surmonter nos difficultés économiques et que nous ne pouvons pas continuer à les éviter. L'année dernière, notre gouvernement a essayé de s'attaquer directement à ces problèmes mais nous n'avons pas eu la majorité nécessaire à la Chambre pour faire adopter notre programme par la Chambre. Le gouvernement a la majorité mais il n'a pas le courage de s'en servir pour s'attaquer aux difficultés économiques de notre pays.

Les budgets révèlent le cœur et la raison des gouvernements. Économiquement parlant, ce document n'a aucune raison et il n'a pas davantage de cœur à en croire ce qu'on propose pour répondre aux besoins du Canadien moyen. Ce coup de clairon du gouvernement sur les années 1980 est un message de désespoir. Il annonce aux Canadiens qu'un plus grand nombre d'entre eux vont se retrouver sans emploi, le ministre parle même de 1,023,000 chômeurs. Tout ce que fait le gouvernement c'est de faire payer un milliard de dollars de plus aux travailleurs sur leurs cotisations d'assurance-chômage.

Deuxièmement, le coût de la vie va continuer à augmenter. Le ministre a dit que le taux d'inflation allait atteindre 10.2 p. 100 l'année prochaine et nous pensons qu'il serait plus juste d'escompter 12 p. 100. Le gouvernement n'offre pas un sou ni un cent pour secourir et aider les Canadiens ayant des revenus faibles ou moyens qui vont devoir déboursier plus pour se nourrir, se loger, se chauffer et se déplacer, grâce à ce gouvernement.

Troisièmement, malgré toutes les belles promesses électorales des derniers mois le gouvernement arnaque les Canadiens puisqu'il va augmenter le pétrole d'un dollar le gallon au cours des quatre prochaines années. Et les Canadiens écopent: développement des antagonismes, de l'incertitude et garantie précoce certaine que notre pays va continuer à gaspiller notre potentiel énergétique et qu'il va passer à côté de la chance qui lui est donnée de subvenir à ses besoins tout seul.

Enfin, ce document annonce qu'il va augmenter encore ses recettes fiscales, 4 milliards de plus l'année prochaine seulement, en contrepartie de quoi le gouvernement national va encore réduire ses services sociaux essentiels. Telles sont les nouvelles contenues dans ce budget qui n'en est pas un.

● (1540)

Le ministre a déclaré qu'il voulait orienter l'économie pour les années 80. Il a décidé de l'orienter vers le bas: une croissance plus faible, plus de chômage, plus d'inflation, plus d'impôts et moins de services. Nous voici vraiment dans les années 80, monsieur l'Orateur.